



M. Bourrelly se voit remettre le chèque correspondant au prêt d'honneur des mains de M. Louviot, président de Ouest Etang de Berre Initiative aux côtés de M. Ellena, vice président. PHOTO DR

Economie. Depuis plus de dix ans, OEBI œuvre à soutenir les projets des jeunes entrepreneurs sur le bassin local.

Un coup de pouce à l'économie locale

■ Dans un contexte économique de plus en plus morose où l'austérité est érigée en véritable doctrine et le taux de chômage au plus haut depuis près de 10 ans, la mission d'« Ouest-Etang de Berre Initiative » (OEBI) apparaît plus que jamais comme un lieu d'espoir pour les jeunes créateurs d'entreprise.

Créée en 1998, cette association loi 1901 a pour but d'aider les « jeunes » entrepreneurs locaux dans le lancement ou la reprise d'une activité. « Les créateurs ou repreneurs viennent nous voir avec un projet sur lequel ils ont déjà avancé. Nous les assistons dans l'élaboration de leur plan de financement. Une fois le montage terminé et le projet bouclé, le dossier est examiné par plusieurs comités. Si la décision est favorable, nous mettons en place des solutions de financement avec l'octroi de prêts d'Etat à taux zéro », explique Colette Daugear, chargée de mission au sein de l'association.

420 emplois créés sur le bassin
Si le financement reste le cœur d'activité de l'association, les entrepreneurs bénéficient d'un suivi technique durant les premières années. « Nous effectuons une visite une fois par trimestre la première année puis une fois par semestre. Nous les accompagnons afin de les guider dans leur choix et de les orienter vers des

personnes qualifiées », précise Colette Daugear.

Depuis sa fondation il y a 14 ans, l'association a soutenu 228 projets qui ont conduit à la création ou au maintien de 420 emplois sur le bassin local. Rien que cette année, douze projets ont été validés avec une vingtaine d'emplois à la clé. Parmi eux, trois ont été obtenus un avis favorable cet été : la reprise d'une licence de taxi à Saint-Mitre, la création d'une chocolaterie « Léonidas » à Martigues et l'ouverture d'un centre de bien-être, situé également à Martigues.

« Une structure indispensable »

Début novembre, le nouveau centre de bien-être d'une superficie de près de 100m² ouvrira ses portes sur le quai du Général Leclerc à Jonquières. La concrétisation de plusieurs mois de travail rendue possible notamment grâce au soutien apporté par l'association. « Il est évident que sans l'aide de l'OEBI, le projet n'en serait pas à un stade aussi avancé », confie M. Bourrelly, propriétaire-gérant de l'établissement. « Une structure comme l'OEBI est indispensable. Rien que le fait de passer devant des commissions techniques pour l'obtention des prêts, permet d'avoir une véritable crédibilité pour se présenter ensuite face au banquier. Son regard n'est plus le même. Pour faire fonctionner le futur

établissement qui proposera des massages du « monde », des manucures, des épilations et du bronzage avec U.V. et sans U.V. ainsi que des soins anti-âge, deux employés ont été embauchés. « Avec l'obtention du prêt « Nacre », j'ai pu enfin boucler mon budget et disposer d'une trésorerie suffisante. C'est une vraie bouffée d'oxygène », confie le gérant. « De plus, ses subventions sont également utilisées comme apport pour obtenir un prêt auprès des banques », poursuit-il.

La phase de démarrage d'une entreprise est une période délicate à gérer qui s'accompagne d'un fort stress. Et les jeunes entrepreneurs, à l'image de M. Bourrelly, ne cachent pas leur satisfaction de pour compter sur l'appui fourni par l'OEBI. « C'est véritablement un plus ! » « Au moment de lancer l'activité et dans les mois qui suivent, les conseils de personnes professionnelles sont toujours d'une aide précieuse. C'est plutôt rassurant de savoir que l'on peut se tourner vers eux ».

Par l'octroi de ces véritables coups de pouce financiers et techniques, l'association soutient la création d'entreprise et du même coup le développement de l'emploi au niveau local depuis plus d'une décennie. Une mission qui pourrait être qualifiée, à juste titre par les temps qui courent, d'utilité publique.

CEDRIC TRABALZA